



ORGANISATION
MONDIALE
DU COMMERCE



Le monde est complexe. L'Organisation mondiale du commerce l'est aussi. Cette brochure, bien que concise, tente de rendre compte du caractère complexe et dynamique du commerce et des règles commerciales de l'OMC. Elle met en relief les avantages du système commercial, sans prétendre qu'il est parfait. S'il l'était, il ne serait pas nécessaire de continuer à négocier, ni d'adapter et de réformer constamment le système.

Cette brochure ne prétend pas non plus que tout le monde est d'accord sur tout à l'OMC. C'est l'une des principales raisons d'être du système: c'est une tribune où les pays peuvent exprimer leurs divergences sur les questions commerciales.

Plusieurs raisons font que nous nous portons mieux avec le système que sans lui.



Quel est l'avis de l'OMC sur ...?

L'OMC *est faite* de ses Membres. Avec plus de 150 Membres, il y a plus de 150 avis différents — et sûrement plus d'ailleurs.

10 choses que l'OMC peut faire

L'OMC peut...

	page
1 ...réduire le coût de la vie et relever les niveaux de vie	2
2 ... régler les différends et réduire les tensions commerciales	10
3 ...stimuler la croissance économique et l'emploi	14
4 ...réduire le coût de l'activité commerciale au niveau international	20
5 ...encourager la bonne gouvernance	26
6 ...aider les pays à se développer	30
7 ... donner aux faibles les moyens de se faire entendre	36
8 ...agir en faveur de l'environnement et de la santé	40
9 ... contribuer à la paix et à la stabilité	46
10 ...être efficace sans faire la une des journaux	50

L'OMC peut...

1

... réduire le coût de
la vie et relever les
niveaux de vie





Nous sommes tous des consommateurs.

Les prix des denrées alimentaires, des vêtements, des produits de première nécessité, des produits de luxe et de tout le reste résultent des politiques commerciales.

1 ...réduire le coût de la vie et relever les niveaux de vie

Le protectionnisme coûte cher: il fait monter les prix. Le système mondial de l'OMC permet de réduire les obstacles au commerce par la négociation et fonctionne selon le principe de la non-discrimination.

Il en résulte une diminution des coûts de production (car les produits importés utilisés dans la production sont moins chers) et du prix des produits finis et des services, un plus grand choix, et finalement, une baisse du coût de la vie.

La suite du texte s'intéressera aux problèmes posés par les importations. Pour l'instant, il s'agit d'examiner l'impact du système commercial sur notre vie de consommateurs.

Globalement, les revenus peuvent augmenter.

Aux États-Unis, le gouvernement estime que l'ouverture des échanges depuis 1945 a fait progresser les revenus annuels de 1 000 milliards de dollars, soit 9 000 dollars par ménage. Selon lui, deux grands accords commerciaux des années 1990 – le Cycle d'Uruguay de l'OMC et l'Accord de libre-échange nord-américain entre le Canada, les États-Unis et le Mexique – augmentent de 1 300 à 2 000 dollars par an le pouvoir d'achat d'une famille américaine moyenne de quatre personnes.

L'Union européenne qui, en créant le marché unique, a entrepris la troisième grande libéralisation au tournant du siècle, estime que les gains liés à la diversification des biens et des services offerts au consommateur européen moyen sont de l'ordre de 600 euros par an, en plus des économies réalisées grâce à la baisse des prix.

Les produits alimentaires sont moins chers

si la protection diminue. Quand l'agriculture est protégée, le prix des produits alimentaires est artificiellement élevé. Si la protection est très importante – comme quand les prix du marché sont naturellement bas – l'impact peut être considérable.

On estime que la protection de l'agriculture augmentait les prix des produits alimentaires de 1 500 dollars par an pour une famille de quatre personnes dans l'Union européenne en 1997 et qu'elle équivalait à une taxe de 51 % sur ces produits au Japon en 1995. En une seule année (1988), les consommateurs américains ont vu leur facture d'épicerie augmenter de 3 milliards de dollars, rien qu'à cause du soutien apporté au sucre.

Mais il y a aussi un paradoxe. La protection et les subventions sur les marchés riches augmentent les prix intérieurs, mais elles font baisser les prix sur les marchés mondiaux, notamment dans les pays pauvres. Si la réforme dans les pays développés fait monter les prix mondiaux, les consommateurs des pays pauvres peuvent en pâtir, mais leurs agriculteurs obtiennent des prix plus réalistes qui les encouragent à produire plus, d'où une augmentation de l'offre dans le pays.

Négocier la réforme du commerce des produits agricoles est donc une tâche complexe. Les gouvernements continuent de s'interroger sur le rôle des politiques agricoles dans différents domaines allant de la sécurité alimentaire à la protection de l'environnement.

Mais les Membres de l'OMC sont en train de réduire les subventions et les obstacles au commerce les plus dommageables. Et ils négocient pour poursuivre la réforme de l'agriculture.

Ces questions ont été intégrées dans un programme de travail plus vaste, le Programme de Doha pour le développement, qui a été lancé à la quatrième Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Doha (Qatar) en novembre 2001.

Les vêtements sont moins chers. Comme l'agriculture, le commerce des textiles et des vêtements a été réformé, même s'il reste un certain niveau de protection. Dans les périodes où la protection de ce secteur fut très forte, le coût était élevé pour les consommateurs.

Aux États-Unis, les restrictions à l'importation conjuguées à des droits de douane élevés ont entraîné une hausse de 58 % des prix des textiles et des vêtements à la fin des années 1980, pendant les premières années des négociations qui ont abouti à une réforme globale – les négociations du Cycle d'Uruguay qui ont abouti à la création de l'OMC.

À cause de ces restrictions, les consommateurs du Royaume-Uni ont payé environ 500 millions de livres de plus par an pour leurs vêtements. Pour les Canadiens, la facture s'est élevée à environ 780 millions de dollars canadiens. Pour les Australiens, elle aurait été de 300 dollars australiens par an pour une famille moyenne si les droits de douane n'avaient pas été abaissés pendant cette période.

La réforme du commerce des textiles et des vêtements dans le cadre de l'OMC fut achevée en 2005. Le programme prévoyait l'élimination des restrictions quantitatives à l'importation.

Aujourd'hui encore, les droits d'importation sur les produits essentiels bon marché peuvent constituer une charge disproportionnée pour les plus démunis.

Si les droits de douane sur les textiles et les vêtements étaient aussi éliminés, il pourrait en résulter, selon les économistes, un gain d'environ 23 milliards de dollars au niveau mondial, dont 12,3 milliards de dollars pour les États-Unis, 0,8 milliard de dollars pour le Canada, 2,2 milliards de dollars pour l'Union européenne et 8 milliards de dollars environ pour les pays en développement.



En 1997, la protection de l'agriculture a entraîné une augmentation des prix alimentaires d'environ 1 500 dollars par an pour une famille de quatre personnes dans l'Union européenne.

1945

2012



Aux États-Unis, l'ouverture des échanges depuis 1945 a augmenté les revenus annuels de 9 000 dollars par ménage.

Avant impôt

Après impôt



En République de Corée, le protectionnisme dans l'industrie automobile augmente d'environ 43 % le prix des voitures importées.

Il en va de même pour les autres produits ...

On estime par exemple qu'à l'époque où ils étaient à leur plus haut niveau, au début des années 1980, les contingents sur les voitures importées aux États-Unis transféraient 5 milliards de dollars par an de profits supplémentaires aux constructeurs automobiles japonais (ce qui représentait un coût additionnel pour les consommateurs), car les constructeurs japonais pouvaient vendre plus cher les voitures exportées dans les limites des contingents.

Malgré cette protection, l'industrie automobile américaine a continué à perdre des parts de marché. Les constructeurs étrangers ont tout simplement contourné l'obstacle en commençant à produire des voitures aux États-Unis.

Beaucoup d'autres pays ont également protégé leur industrie automobile. En République de Corée, par exemple, un droit de douane de 8 % combiné à des taxes sur la cylindrée augmente d'environ 9 000 dollars le prix d'une voiture importée de 30 000 dollars.

... et pour les services. En Afrique, la Tanzanie, l'Ouganda et le Mozambique sont parmi les pays où les prix du téléphone, d'Internet et des autres services de communication ont le plus baissé pendant la période 2008-2010. Il en est allé de même au Bhoutan et au Bangladesh en Asie, selon les calculs de l'Union internationale des télécommunications (UIT). L'ouverture récente du marché des pays les moins avancés commence à produire des résultats.

Entre 2008 et 2010, les prix de la bande passante Internet (par rapport au produit intérieur brut – PIB) ont baissé beaucoup plus vite dans les pays en développement (52 %) que dans les pays riches (35 %). Aujourd'hui, pratiquement aucun pays n'autorise encore les monopoles pour la fourniture des services Internet.

Plus généralement, selon les données de l'UIT, les régions qui ont libéralisé les télécommunications de façon plus lente et moins complète – Moyen-Orient et Afrique – affichent des prix moyens plus élevés que les régions qui ont engagé des réformes plus tôt, comme l'Europe, les Amériques et l'Asie.

Et les entreprises en bénéficient tout autant que les particuliers. Du fait des baisses de prix dues à l'ouverture des marchés dans le monde, les services de télécommunication sont accessibles à un plus grand nombre de petites et moyennes entreprises.



Les droits de douane pèsent souvent sur les pauvres. D'après des études réalisées aux États-Unis, un certain nombre de produits achetés par la population à faible revenu sont soumis à des droits de douane plus élevés. Il s'agit notamment des chaussures de sport, des sous-vêtements, des T-shirts et de bien d'autres articles – ce qui signifie que ces consommateurs payent des taux de droits cinq à dix fois plus élevés que les familles des classes moyennes ou riches dans les magasins haut de gamme. Les pays exportateurs pauvres, comme le Cambodge et le Bangladesh, sont également pénalisés: ils sont confrontés à des droits de douane 15 fois plus élevés que ceux qui sont appliqués aux pays riches et aux pays exportateurs de pétrole.

Et ainsi de suite. Le système dont l'OMC a maintenant la responsabilité est en place depuis plus de 60 ans.

Il y a eu, pendant cette période, huit grands cycles de négociations commerciales. Les obstacles au commerce dans le monde sont plus bas que jamais dans l'histoire récente du commerce. Et ils continuent de diminuer, ce dont nous profitons tous.



Selon les détracteurs du protectionnisme agricole, les consommateurs et les gouvernements des pays riches ont payé 350 milliards de dollars par an pour soutenir l'agriculture – assez pour permettre à leurs 41 millions de vaches laitières de faire une fois et demie le tour du monde en avion en première classe.

Des points de vue différents: la sécurité alimentaire

La sécurité alimentaire est le problème majeur auquel l'OMC doit s'attaquer. Le commerce n'a pas nourri les affamés quand la nourriture était bon marché et abondante, et il peut encore moins le faire maintenant que les prix sont au plus haut. Les importations alimentaires mondiales s'élèveront à 1 300 milliards de dollars en 2011, et la facture des pays les moins avancés a augmenté de plus d'un tiers l'an dernier. Le G-20 a reconnu que la dépendance excessive à l'égard des importations alimentaires avait rendu la population des pays en développement de plus en plus vulnérable aux flambées des prix et aux pénuries alimentaires. L'OMC doit à présent faire de même.

— Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, «La sécurité alimentaire otage du commerce dans les négociations de l'OMC» – un expert des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, 16 novembre 2011

Premièrement, le commerce n'est pas – et n'a jamais été – une panacée. Ni pour la sécurité alimentaire, ni pour quoi que ce soit d'autre. Il offre de grands avantages et, quand il fonctionne bien, il réduit les coûts, élargit le choix des consommateurs et aide à gérer les risques. Mais la dépendance excessive à l'égard du commerce – de la part des importateurs ou des exportateurs – comporte des risques réels pour l'économie et la sécurité alimentaire.

— Gawain Kripke, Directeur de la politique et de la recherche à Oxfam America, «Finding some focus: Trade and food security, the politics of poverty», site Web d'Oxfam America, 6 juin 2012





“ Je m’oppose fondamentalement à votre affirmation selon laquelle les pays doivent limiter leur dépendance à l’égard du commerce international pour atteindre leurs objectifs en matière de sécurité alimentaire. Au contraire, la plupart des experts des Nations Unies s’accordent à dire que le commerce international fait partie de l’ensemble de solutions qui permettront de parvenir à la sécurité alimentaire.

Le Groupe d’action de haut niveau des Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale [...] a noté qu’«[u]ne plus grande libéralisation des marchés internationaux contribuerait à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale en augmentant le volume des échanges et en facilitant l’accès aux différentes sources d’importation de produits alimentaires». [...]

Selon le rapport interorganisations présenté au G-20, par exemple, «le commerce est une composante essentielle de toute stratégie de sécurité alimentaire» et «les politiques qui faussent la production et les échanges de produits agricoles peuvent empêcher la réalisation de la sécurité alimentaire à long terme». [...]

De fait, nos Membres négocient actuellement pour que des conditions plus équitables prévalent dans le domaine de l’agriculture afin de les rendre mieux à même de parvenir à la sécurité alimentaire.

— Pascal Lamy, Directeur général de l’OMC, lettre adressée à Olivier De Schutter, 14 décembre 2011

L'OMC peut ...

2 ... régler les différends
et réduire les tensions
commerciales



Plus de commerce, plus de biens et services échangés et plus de pays commerçants procurent des avantages, mais peuvent aussi accroître le risque de friction. Le système de l'OMC permet d'y faire face de deux manières.

La première est la discussion: les pays négocient des règles acceptables pour tous.

La seconde est le règlement des différends pour discerner si les pays respectent les règles convenues.

2 ...régler les différends et réduire les tensions commerciales

Des relations commerciales plus étroites procurent d'énormes avantages, mais peuvent aussi susciter des frictions: l'accroissement des échanges augmente le risque de contentieux. Dans le passé, de tels différends ont dégénéré en conflits graves. Mais aujourd'hui, les tensions commerciales internationales peuvent être désamorcées parce que les pays peuvent s'adresser à des organisations, notamment l'OMC, pour régler leurs différends commerciaux.

Avant la Seconde Guerre mondiale, il n'existait aucune enceinte pour mener des négociations commerciales mondiales ni aucune procédure juridique pour régler les différends.

Après la guerre, la communauté mondiale des nations commerçantes a négocié des règles commerciales, qui sont maintenant administrées par l'OMC. La possibilité de résoudre les divergences par la discussion et par l'adoption de règles communes est essentielle pour réduire les tensions.

Ces règles imposent aussi aux Membres l'obligation de porter leurs différends devant l'OMC et de ne pas prendre de mesures unilatérales.

Le règlement des différends est parfois considéré comme le joyau de la couronne pour l'OMC. C'est la clé de voûte du système commercial multilatéral et une contribution sans précédent de l'OMC à la stabilité de l'économie mondiale.

Le règlement des différends à l'OMC concentre l'attention des pays sur les règles. Une fois qu'un verdict a été prononcé, les pays doivent se conformer aux règles, qu'ils renégocieront éventuellement plus tard – au lieu de se déclarer la guerre.

Bien plus de 400 différends ont été portés devant l'OMC depuis sa création en 1995. S'il n'avait pas été possible de les résoudre de manière constructive et harmonieuse, certains auraient pu dégénérer en conflits politiques plus graves.

Puisque les différends s'appuient sur les Accords de l'OMC, il existe une base claire pour déterminer qui a raison ou tort. Une fois l'affaire jugée, les accords servent de base à toute autre mesure qu'il est nécessaire de prendre.

L'augmentation du nombre de différends soumis à l'OMC ne signifie pas qu'il y a plus de tensions dans le monde. Elle témoigne plutôt du resserrement des liens économiques entre les pays, de leur participation croissante à l'OMC et de la confiance qu'ils accordent au système pour résoudre leurs divergences.

Les pays en conflit échangent parfois des propos acerbes, mais ils cherchent toujours à se conformer aux accords et aux engagements qu'ils ont eux-mêmes négociés.



... ont été portés devant l'OMC entre 1995 et 2011.

Moins de la moitié des différends ont abouti à l'établissement de groupes spéciaux. Beaucoup ont été résolus grâce à des discussions entre les parties et n'ont jamais atteint le stade du groupe spécial.

Plus de 90 % des décisions ont été respectées par les pays défendeurs, et moins de 4 % ont entraîné des sanctions de la part des pays plaignants.

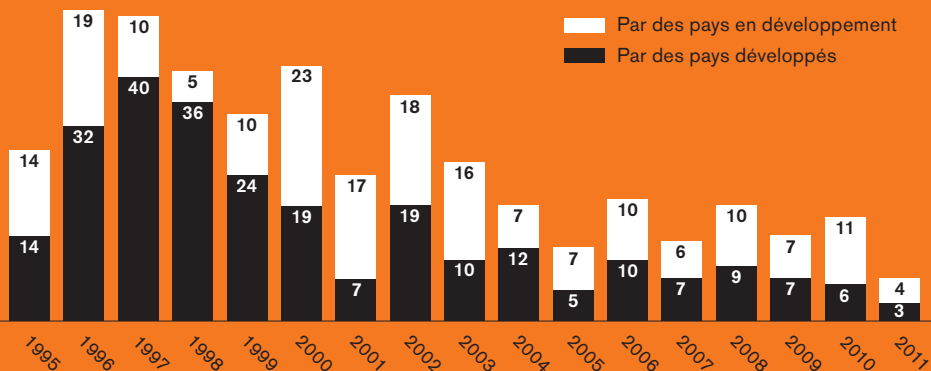
La durée moyenne d'une procédure de groupe spécial est de **dix mois**. Dans les autres organisations internationales, ou même dans les tribunaux nationaux, une procédure peut durer deux à cinq ans.

Les pays en développement sont plus actifs dans les différends soumis à l'OMC

Le nombre annuel de différends a globalement diminué. Les pays en développement sont actifs, ce qui reflète leur participation croissante au commerce. Toutefois, leur part dans les différends – comme plaignants ou comme défendeurs – a fluctué au fil des années.

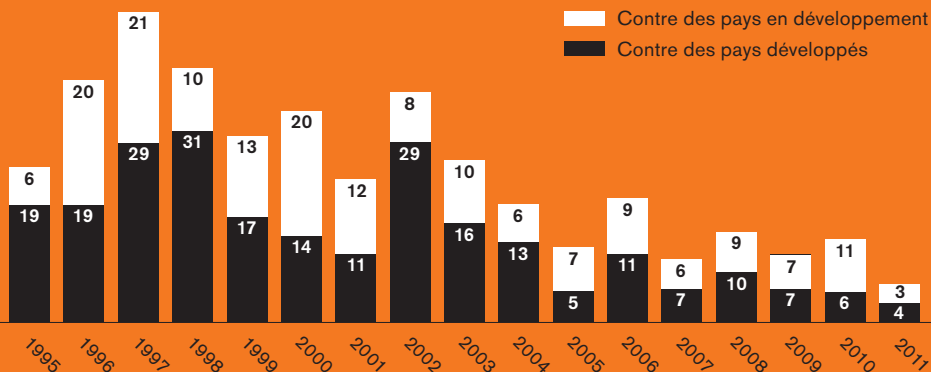
Plaintes déposées par des pays en développement/des pays développés

Nombre annuel d'affaires



Plaintes déposées à l'encontre de pays en développement/de pays développés

Nombre annuel d'affaires



Sources: Données de l'OMC sur le règlement des différends; Raúl A. Torres, «Use of the WTO Trade Dispute Settlement Mechanism by the Latin American Countries – dispelling myths and breaking down barriers», document de travail de l'OMC ERSD-2012-03, février 2012.

L'OMC peut...

3 ... stimuler la croissance
économique et l'emploi



La relation entre le commerce et l'emploi est complexe. Il est vrai que le commerce peut créer des emplois, mais il est vrai aussi que la concurrence des importations peut exercer une pression sur les producteurs et les amener à licencier des travailleurs.

L'effet de la concurrence des producteurs étrangers varie selon les entreprises d'un même secteur, selon les secteurs de l'économie et selon les pays. Il en va de même de l'effet des nouvelles possibilités commerciales.

3 ...stimuler la croissance économique et l'emploi

L'élévation des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et le développement durable sont les objectifs des gouvernements Membres de l'OMC, énoncés dans l'Accord de Marrakech qui a institué l'OMC. L'un des moyens d'y parvenir est la «réduction substantielle des tarifs douaniers et des autres obstacles au commerce».

Ce processus d'ouverture des échanges a lieu dans le cadre des règles de l'OMC, qui tiennent compte du fait que certains pays sont mieux outillés que d'autres pour ouvrir largement leur marché. Certains ont, par exemple, une infrastructure juridique, réglementaire et matérielle plus avancée. D'une manière générale, il est plus facile pour les pays développés d'ouvrir leurs marchés que pour de nombreux pays en développement. En conséquence, les droits de douane (droits d'importation) moyens, du moins pour les produits manufacturés, sont beaucoup plus bas dans les pays développés que dans les pays en développement – mais cela n'est pas vrai dans tous les cas ni pour tous les produits.

Les économies ouvertes ont tendance à croître plus rapidement et plus régulièrement que les économies fermées, et la croissance économique est un important facteur de création d'emplois. Les entreprises rentables embauchent généralement plus que celles qui sont déficitaires. Le commerce peut aussi stimuler l'efficacité et la productivité car les entreprises ont accès à une plus

large gamme d'intrants de qualité à un prix abordable. Elles ont aussi accès à des technologies et à un savoir-faire qu'elles ne pourraient pas obtenir dans une économie fermée. L'accès à la technologie et à des intrants de qualité peut encourager l'innovation et la créativité sur le lieu de travail.

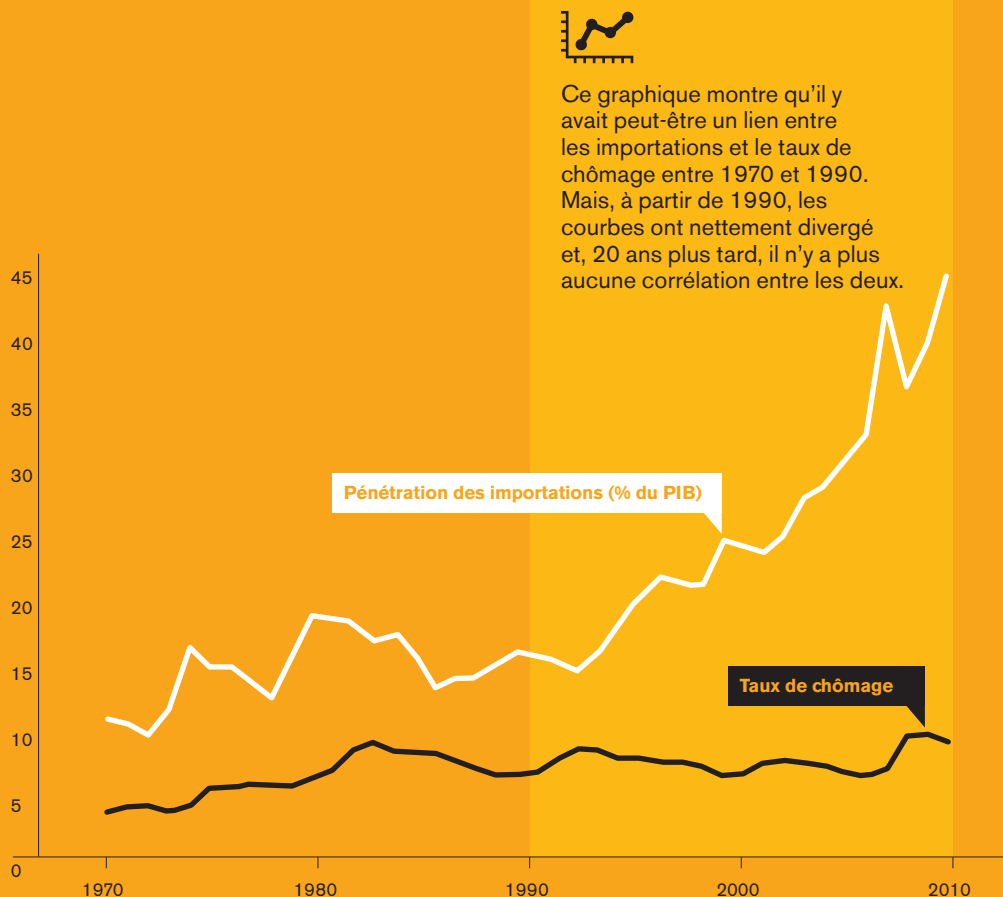
Par ailleurs, la concurrence peut être un puissant stimulant pour les entreprises qui cherchent de nouveaux moyens de produire mieux et moins cher. L'apport d'idées nouvelles venant d'autres pays peut rendre les entreprises plus productives. Il en va de même de l'accès accru aux marchés d'exportation. Mais améliorer la productivité signifie souvent faire plus avec moins, ce qui peut vouloir dire moins de travailleurs. Il s'ensuit inévitablement que, dans certains secteurs, des travailleurs perdront leur emploi.

C'est ce que les économistes appellent l'«attrition» et ce que l'économiste austro-américain Joseph Schumpeter a qualifié de «destruction créatrice». Cela fait partie de la vie économique depuis des siècles et peut se révéler douloureux. Mais l'histoire nous apprend que les pays qui cherchent à bloquer les importations de produits, de services ou d'idées voient souvent leur économie stagner.

Il est important de reconnaître que, si le commerce offre la plupart du temps des avantages réels à la plupart des gens – consommateurs et producteurs –, certains en souffrent. Il est important du point de vue social et politique de reconnaître que le commerce peut constituer une menace. Les travailleurs qui ont perdu leur emploi ont besoin d'aide, et les sondages montrent clairement que les personnes ont beaucoup plus tendance à soutenir l'ouverture des échanges si elles savent qu'elles pourront bénéficier d'une telle aide.

C'est pourquoi les gouvernements doivent maintenir des programmes sociaux efficaces capables de protéger les travailleurs qui perdent leur emploi en raison du commerce et de leur offrir une formation pour retrouver du travail.

Les importations ne sont plus liées à des pertes d'emplois



Les 23 pays sont les suivants: Allemagne et Allemagne de l'Ouest (jusqu'en 1991), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

Source: Newfarmer, R. et Sztajerowska, M. (2012), «Trade and Employment in a Fast-Changing World», dans OCDE (2012), Policy Priorities for International Trade and Jobs, Douglas Lippoldt (ed.), OCDE, Paris.

Mais si le lien entre le commerce et l'emploi est complexe, une chose est claire: le protectionnisme ne protège pas l'emploi, ou s'il le fait, cela peut avoir un coût très élevé et cela peut nuire à l'emploi ailleurs dans l'économie. C'est particulièrement vrai aujourd'hui dans l'économie mondiale de plus en plus interconnectée.

Avec la prolifération des chaînes de valeur mondiales, la production et l'approvisionnement franchissent de nombreuses frontières. Les produits sont rarement fabriqués dans un seul pays et sont plutôt assemblés avec des pièces et des services provenant de nombreux pays.

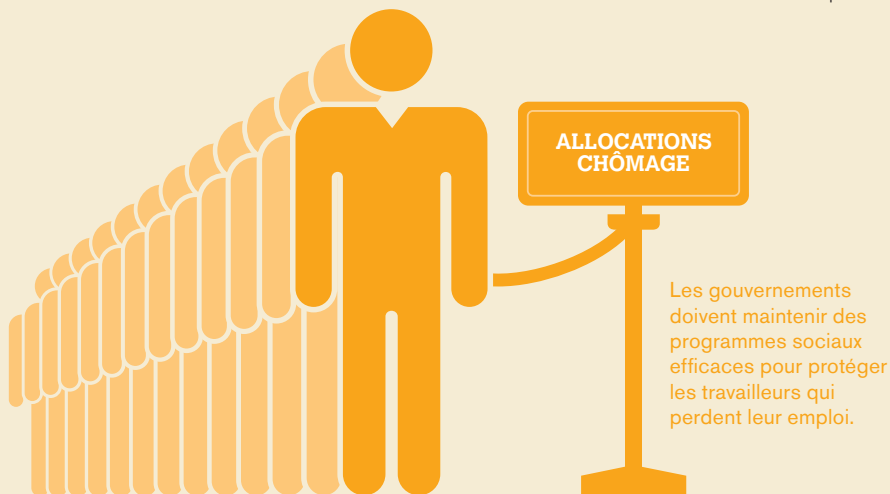
La participation à ces chaînes serait sérieusement compromise si les biens et les services nécessaires pour fabriquer ces produits devenaient plus coûteux ou plus difficiles à trouver.

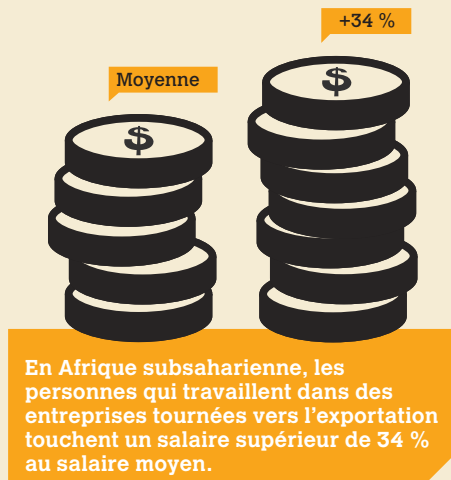
En outre, de nombreux emplois dans tous les pays sont directement liés aux importations, notamment dans des secteurs comme la vente au détail, l'expédition, la livraison exprès et la logistique. Le précepte selon lequel les exportations sont bonnes en soi et les importations mauvaises en soi a toujours été douteux, et cela est encore plus évident aujourd'hui.

Dans le secteur des technologies de l'information et de la communication, des pays en développement tel que la Malaisie, Maurice et l'Égypte ont retiré des avantages considérables de l'ouverture de leurs marchés, atteignant des niveaux d'emploi élevés dans ce domaine. Des pays développés tels que la Finlande, la Suède et l'Irlande ont suivi une démarche analogue, ce qui a contribué à la croissance économique et à la création d'emplois.

Il se peut que le commerce menace certains emplois, mais la plupart des économistes estiment que le progrès technologique contribue beaucoup plus à la perte d'emplois, notamment d'emplois peu qualifiés. Quand l'automobile a été inventée, c'était une mauvaise nouvelle pour les forgerons et les éleveurs de chevaux. La lumière électrique a causé des problèmes aux fabricants de bougies. Mais ces innovations ont évidemment créé des millions d'emplois dans les secteurs de l'automobile et de l'éclairage.

L'OCDE a analysé l'incidence des importations sur le taux de chômage dans 23 pays. La corrélation entre le taux de pénétration des importations et le chômage peut donner à penser qu'il y a eu un lien entre les deux pendant la période 1970-1990, mais la situation a bien changé au cours des 20 dernières années. À partir de 1990, les lignes ont divergé fortement, et tout lien entre les deux a maintenant disparu.

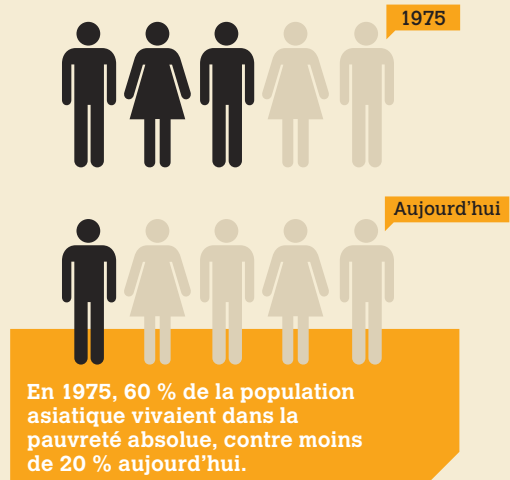




Les emplois liés au commerce sont généralement mieux payés que les autres. En Europe occidentale, les personnes qui travaillent dans des entreprises tournées vers l'exportation touchent un salaire supérieur de 10 à 20 % au salaire moyen. Aux États-Unis, l'avantage de salaire est de 6 % et, en Afrique subsaharienne, il est de 34 %.

Dans l'ensemble, les salaires sont plus élevés dans les économies ouvertes que dans les économies fermées. Les ouvriers du secteur manufacturier gagnent trois à neuf fois plus dans les économies ouvertes que dans les économies fermées.

Mais, comme presque toujours, le tableau n'est ni tout noir ni tout blanc. Le commerce contribue à l'accroissement de la productivité, qui entraîne une augmentation des salaires. Mais les faits montrent aussi que, dans les économies avancées, les salaires dans certains secteurs diminuent quand ces secteurs sont exposés à la concurrence de pays où les salaires sont plus bas. Des études montrent aussi que, dans certains cas, le commerce peut contribuer à une plus grande inégalité de revenu dans certains secteurs.



Comme nous l'avons dit au début, la relation entre le commerce et l'emploi est complexe, et l'incidence du commerce sur l'emploi ne peut être analysée isolément. Beaucoup d'autres facteurs sont liés à la création d'emplois durables. Dans certains cas, l'ouverture rapide des échanges ne sera pas la bonne politique. Sans une infrastructure matérielle, institutionnelle et juridique adéquate, les avantages de l'ouverture commerciale peuvent être compromis.

Pourtant, l'ouverture a aidé de nombreux pays à réduire la pauvreté. En Asie aujourd'hui, moins de 20 % des gens vivent dans la pauvreté absolue. En 1975, c'était 60 %. Dans l'Afrique d'aujourd'hui et pour la première fois, moins de la moitié des habitants vivent dans une telle pauvreté. Le commerce a été un facteur important dans le développement et la réduction de la pauvreté dans les deux régions.

Le commerce est un outil important, et nous savons que sans lui, la croissance, la création d'emplois et le développement sont plus difficiles à réaliser. Mais ce n'est pas la panacée.

L'OMC peut...

4 ... réduire le coût de
l'activité commerciale
au niveau international



Parmi les avantages du système commercial, beaucoup sont plus difficiles à chiffrer, mais ils n'en sont pas moins importants.

Ils découlent des principes essentiels qui sont au cœur du système et rendent la vie plus facile aux entreprises directement impliquées dans le commerce international et aux producteurs de marchandises et de services.

4 ...réduire le coût de l'activité commerciale au niveau international

Le commerce permet une division du travail entre les pays. Grâce à lui, les ressources sont utilisées de manière plus efficace pour la production. Mais le système commercial de l'OMC offre plus que cela. Il aide à accroître la productivité et à réduire les coûts encore plus en raison des principes importants sur lesquels il repose et qui visent à rendre les choses plus simples et plus claires.

Imaginons une situation dans laquelle chaque pays établit des règles différentes et fixe des droits de douane différents pour les importations provenant de ses différents partenaires commerciaux. Imaginons qu'une entreprise veuille importer des matières premières ou des composants dont elle a besoin pour sa production – du cuivre pour fabriquer des câbles ou des écrans tactiles pour des appareils électroniques, par exemple.

Il ne lui suffirait pas de comparer les prix proposés par les fournisseurs dans le monde entier. Il faudrait aussi qu'elle calcule séparément les différents taux de droits qui seraient appliqués aux importations (et qui dépendraient de leur origine) et qu'elle étudie chacune des réglementations applicables aux produits selon leur provenance. Acheter du cuivre ou des écrans tactiles serait alors très compliqué. C'est là, en termes simples, un des problèmes de la discrimination.

Imaginons à présent que le gouvernement annonce qu'il imposera les mêmes taux de droits sur les importations en provenance de tous les pays et qu'il appliquera la même réglementation à tous les produits, qu'ils soient importés ou fabriqués localement. La vie serait alors beaucoup plus simple pour l'entreprise qui

pourrait s'approvisionner en composants de manière plus efficace et moins coûteuse.

La non-discrimination n'est que l'un des principes fondamentaux du système commercial de l'OMC. Les autres sont notamment:

- la transparence (information claire sur les politiques, les règles et les règlements)
- une plus grande certitude quant aux conditions des échanges (les engagements d'abaisser les obstacles au commerce et d'améliorer l'accès au marché pour les autres pays sont juridiquement contraignants)
- la simplification et la normalisation des procédures douanières, la suppression des formalités administratives, l'établissement de bases de données centralisées et d'autres mesures visant à simplifier les échanges, appelées «facilitation des échanges».

Pris ensemble, ces principes simplifient les opérations commerciales en réduisant les coûts pour les entreprises, ce qui signifie plus d'emplois et des biens et services de meilleure qualité pour les consommateurs.

La «**facilitation des échanges**» est devenue un sujet important dans les négociations du Cycle de Doha. Les formalités administratives et les autres obstacles équivalent à une taxe sur le commerce. Selon les estimations de l'OCDE, l'économie réalisée grâce à la simplification des procédures peut représenter entre 2 et 15 % de la valeur des marchandises échangées. D'après le Peterson Institute for International Economics, cela pourrait rapporter 117,8 milliards de dollars à l'économie mondiale (PIB mondial). Selon la Banque mondiale, chaque dollar d'aide fournie à l'appui de la facilitation des échanges dans les pays en développement peut rapporter jusqu'à 70 dollars d'avantages économiques.

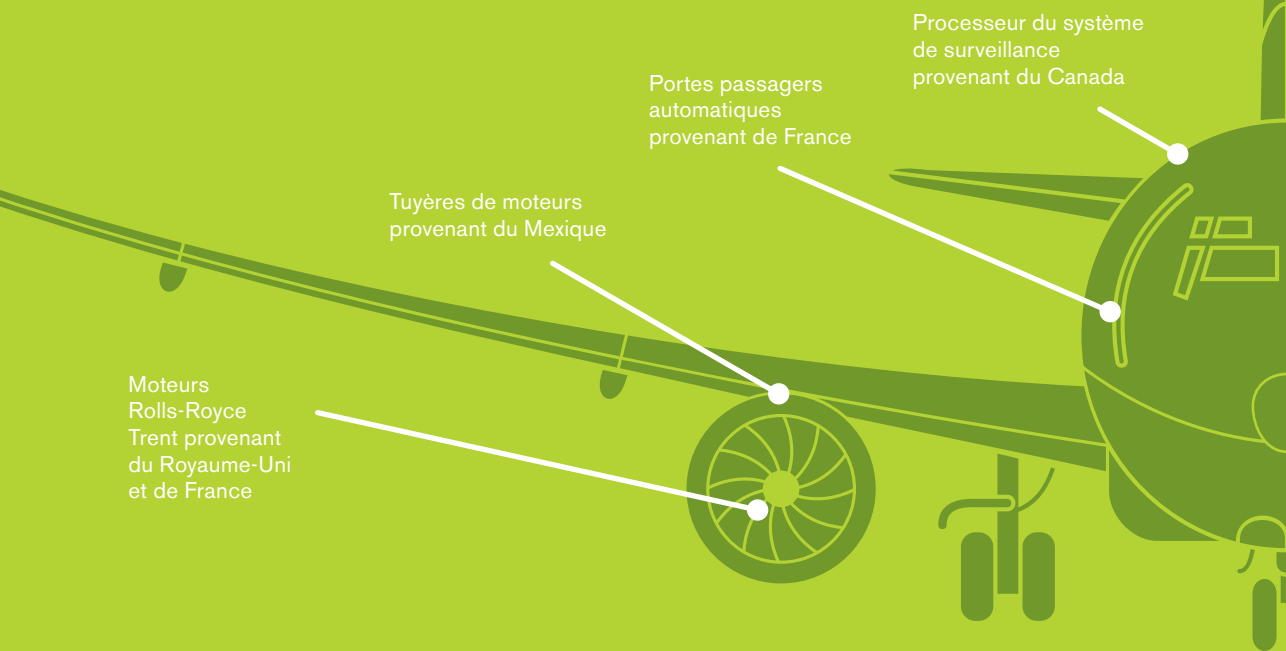
L'Afrique enregistre déjà des améliorations importantes. Ainsi, dans le cadre d'un projet d'investissement dans la Communauté de l'Afrique de l'Est, le délai de franchissement des frontières a été ramené de trois jours à trois heures, ce qui permet d'acheminer les marchandises beaucoup plus rapidement entre le port de Mombasa et les pays voisins. Il n'est pas étonnant que certains dirigeants d'entreprises aient même dit qu'ils considéraient la facilitation des échanges comme la priorité absolue du Cycle de Doha.

Simplification des échanges



«Fabriqué ... où?»

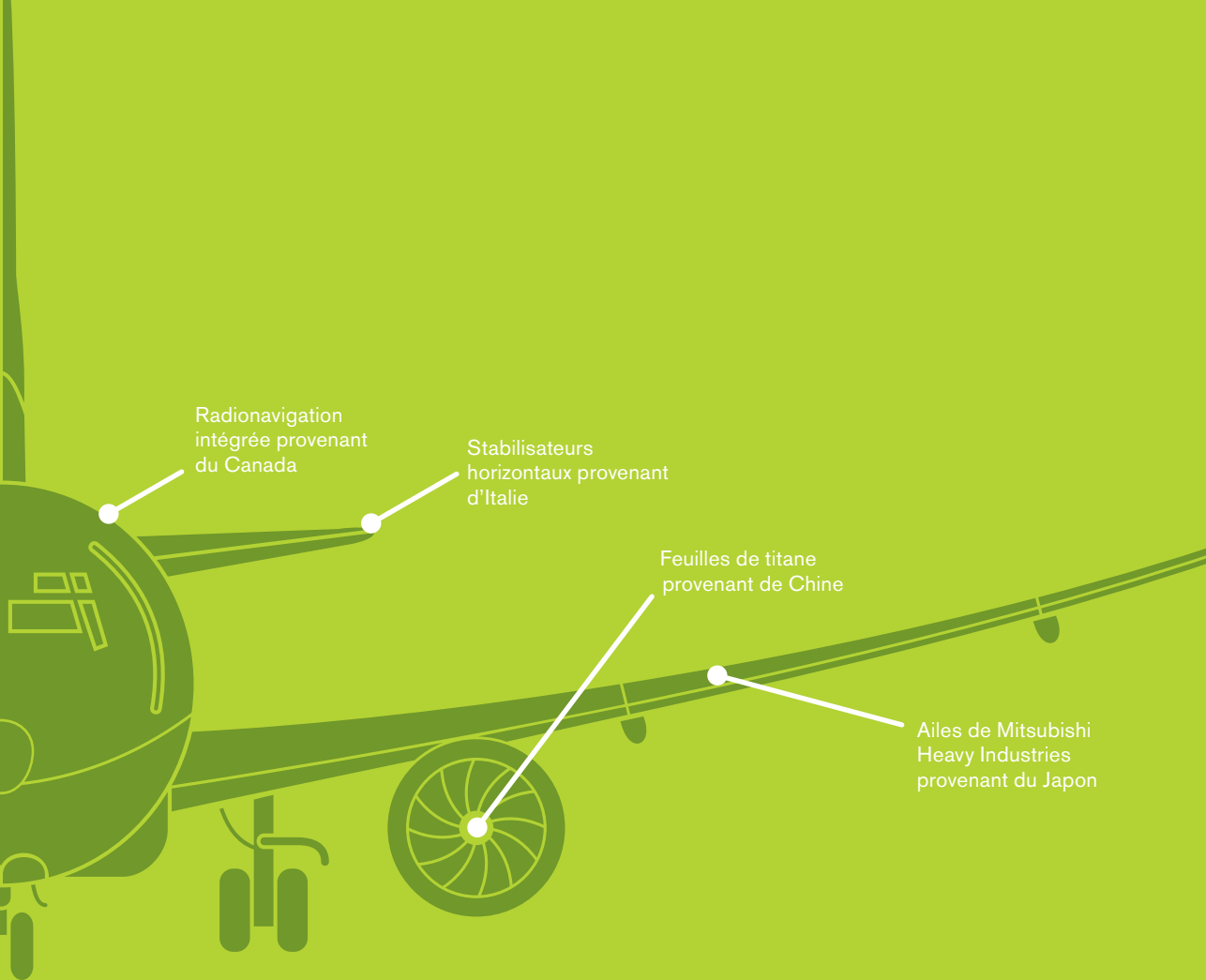
Le Boeing Dreamliner est certes construit en Amérique, mais avec des pièces essentielles importées de tant d'autres endroits qu'il est difficile de savoir où commencer.



Le processeur du système de surveillance intégrée et la radionavigation intégrée viennent du Canada.

Il y a aussi une unité de commande de soupapes qui vient d'Allemagne – grâce à elle, la pression de l'air en cabine reste dans des limites tolérables pour les passagers.

Et il y a une tuyère de moteur à turbine fabriquée au Mexique avec des feuilles de titane obtenues en Chine. Ce ne sont là que trois exemples éloquentes glanés dans les registres des douanes des États-Unis – chaque importation étant nécessaire pour les travailleurs américains dans des endroits comme Everton.



Sans parler des éléments les plus coûteux: le moteur Rolls-Royce Trent 1 000, les essais en soufflerie au Royaume-Uni et en France, les ailes de Mitsubishi Heavy Industries, les stabilisateurs horizontaux italiens, les portes françaises et d'autres composants essentiels provenant de Suède, d'Inde ou de Corée du Sud – la liste est longue.

Le Dreamliner est aussi cosmopolite que le peuple américain. Les employés américains de Boeing devraient aimer les importations, car leur emploi en dépend.

Source: **Greg Rushford**, "Made in America?", 21 février 2012, *Rushford Report*, www.rushfordreport.com



L'OMC peut...

5

... encourager la
bonne gouvernance



La transparence – le partage d'informations et de connaissances – garantit des conditions égales pour tous. Les règles réduisent l'arbitraire et les possibilités de corruption.

Elles protègent aussi les gouvernements contre les groupes de pression qui représentent des intérêts étroits.

5 ...encourager la bonne gouvernance

Il faut que les gouvernements soient armés pour résister aux pressions

des groupes d'intérêts étroits, et le système de l'OMC peut les y aider à cet égard.

Historiquement, le protectionnisme a montré combien il peut être dommageable que des intérêts sectoriels étroits acquièrent une influence politique disproportionnée. Les politiques restrictives se transforment en guerres commerciales dont tout le monde sort perdant.

Le système de l'OMC aide les gouvernements à avoir une vision plus équilibrée de la politique commerciale. Les gouvernements sont ainsi mieux placés pour résister aux pressions des groupes d'intérêts particuliers en privilégiant les arbitrages faits dans l'intérêt de tous les acteurs économiques.

Restreindre les importations peut paraître un moyen efficace de soutenir un secteur économique. Mais cela fausse l'économie au détriment d'autres secteurs qui ne devraient pas être pénalisés : par exemple, si on protège l'agriculture, tout le monde devra payer la nourriture plus cher, ce qui exercera une pression sur les salaires dans tous les secteurs.

Le système de l'OMC porte sur un large éventail de secteurs. Si, au cours d'une négociation, un groupe d'intérêts fait pression sur son gouvernement pour obtenir une protection spéciale, le gouvernement peut s'y opposer en disant qu'il a besoin d'un accord de vaste portée qui profitera à tous les secteurs de l'économie. C'est exactement ce que font régulièrement les gouvernements.

Les règles incluent l'engagement de ne pas revenir à des politiques malavisées. Le protectionnisme en général est déraisonnable pour le dommage qu'il cause aux plans national et international.

Certains obstacles au commerce provoquent des dégâts supplémentaires, en favorisant la corruption et d'autres formes de mauvaise gouvernance.

Les contingents, qui consistent, par exemple, à limiter les importations ou les exportations à une quantité donnée chaque année, sont l'un des obstacles au commerce visés par les règles de l'OMC

En limitant l'offre, les contingents provoquent une hausse artificielle des prix, ce qui procure des profits anormalement élevés aux entreprises qui vendent dans les limites du contingent (les économistes parlent de «rente contingentaire»). Il en résulte de graves distorsions du marché, et ces surprofits peuvent être utilisés pour influencer les politiques, car il y a plus d'argent pour faire du lobbying. Ces conditions créent aussi des possibilités de corruption, par exemple lors de la répartition des contingents entre les négociants. Cela se produit malheureusement trop souvent dans le monde.

Autrement dit, les contingents sont une très mauvaise façon de restreindre les échanges. Les gouvernements sont convenus de décourager leur utilisation au moyen des règles de l'OMC.

Néanmoins, la plupart des pays continuent à recourir à diverses formes de contingents, et les gouvernements soutiennent fermement qu'ils sont nécessaires. Mais leur utilisation est réglementée par les Accords de l'OMC, et des engagements ont été pris en vue de réduire ou d'éliminer bon nombre d'entre eux.

Il est possible aussi de lutter contre la corruption et la mauvaise gouvernance dans beaucoup d'autres domaines des Accords de l'OMC.

Un accord qui a un impact direct au travers du secteur public est l'Accord sur les marchés publics. Cet accord réglemente les achats des pouvoirs publics des pays participants et ouvre à la concurrence étrangère des pans entiers des marchés publics. En décembre 2011, de nouvelles dispositions ont été adoptées dans le cadre de cet accord afin d'améliorer les disciplines et d'élargir l'accès aux marchés publics, d'une valeur d'environ 80 à 100 milliards de dollars par an.

La transparence (qui consiste, par exemple, à mettre à la disposition du public tous les renseignements sur la réglementation commerciale, les redevances et les formalités requises), une plus grande harmonisation entre les pays sur d'autres aspects de la «facilitation des échanges», des critères plus clairs pour les règlements concernant la sécurité des produits et les normes de produits, et la non-discrimination

permettent aussi de limiter les possibilités de décisions arbitraires et de fraude.

Très souvent, il est commode pour les gouvernements d'invoquer la contrainte extérieure que l'OMC exerce sur leurs politiques: «Nous ne pouvons agir ainsi car ce serait contraire aux Accords de l'OMC».

Au niveau international, l'OMC collabore étroitement avec d'autres organisations internationales pour améliorer la façon dont sont traitées les questions mondiales. Environ 140 organisations intergouvernementales ont le statut d'observateur auprès des comités et conseils de l'OMC, qui a légalement le statut d'observateur auprès de plusieurs organismes. Le Secrétariat de l'OMC coopère avec près de 200 organismes dans des domaines comme les statistiques, la recherche, l'élaboration de normes, l'assistance technique et la formation. L'étendue de cette coopération varie, et elle continue à évoluer afin d'aider les gouvernements Membres au sujet de leurs politiques économiques.



Les Accords de l'OMC peuvent aider à réduire la corruption et la mauvaise gouvernance.

L'OMC peut ...

6

... aider les pays
à se développer



Le système commercial de l'OMC repose sur le principe qu'un commerce plus ouvert peut stimuler la croissance économique et aider les pays à se développer. Dans ce sens, le commerce et le développement sont bons l'un pour l'autre.

En outre, les Accords de l'OMC contiennent de nombreuses dispositions qui tiennent compte des intérêts des pays en développement.

6 ...aider les pays à se développer

Plus des trois quarts des Membres de l'OMC

sont des pays en développement ou font partie des pays les moins avancés. Et tous les candidats à l'accession sont des pays en développement. La question de savoir si les intérêts des pays en développement sont suffisamment pris en compte à l'OMC est toujours débattue. Mais même les plus critiques des pays en développement reconnaissent que le système leur offre des avantages.

En fait, peu d'économistes contestent que le commerce, s'il se déroule convenablement, est essentiel au développement.

Tous les Accords de l'OMC contiennent des dispositions spéciales en faveur des pays en développement, prévoyant notamment des délais plus longs pour la mise en œuvre des accords et des engagements, des mesures pour accroître leurs possibilités commerciales et une assistance pour les aider à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour les activités de l'OMC, à régler les différends et à appliquer les normes techniques. Les pays les moins avancés bénéficient d'un traitement spécial et sont notamment dispensés d'appliquer de nombreuses dispositions.

Les besoins des pays en développement peuvent également être invoqués pour justifier des mesures qui ne seraient normalement pas autorisées en vertu des accords, comme l'octroi de certaines subventions publiques.

Les négociations et les autres activités lancées à la Conférence ministérielle de Doha en novembre 2001 portent sur de nombreuses questions qui intéressent les pays en développement.







**L'OMC ne s'occupe
que de commerce**

**Bien sûr, c'est
l'Organisation mondiale
du commerce**

«Mais qu'en est-il de la pauvreté et de l'environnement?»

«Comment cela?»

«Que fait l'OMC pour aider les pauvres et protéger l'environnement? Pour moi, le commerce enrichit les riches et appauvrit les pauvres. Pire encore, l'OMC permet en fait aux pays riches de verser d'énormes subventions à leurs agriculteurs. Ainsi, les marchés des pays en développement sont inondés de tomates et de blé bon marché, au détriment des agriculteurs locaux.»

«Mais c'est ce que l'OMC essaie d'arrêter. Si on la laissait faire son travail convenablement, le commerce aiderait à nourrir les pauvres. Il comblerait même les déficits là où il y a des pénuries. Il aiderait les agriculteurs pauvres à produire et à vendre plus sans subir la concurrence de produits subventionnés bon marché. D'ailleurs, l'OMC réduit progressivement ces subventions. Sans elle, les subventions pourraient être beaucoup plus élevées.»

«Et que dire des règles de l'OMC en matière de brevets, qui permettent aux grandes sociétés pharmaceutiques de réaliser des profits colossaux en vendant leurs médicaments si cher que les pauvres ne peuvent pas les acheter?»

«Les règles de l'OMC concernant les brevets laissent aux gouvernements une grande latitude pour fournir des médicaments aux pauvres. Mais il y a aussi beaucoup d'obstacles à surmonter. Et il faut des incitations pour que de nouveaux médicaments soient inventés.»

«Je ne suis toujours pas convaincu.»

«Alors, imagine ce qui se passerait sans le commerce mondial. Comment les pays en développement obtiendraient-ils les produits alimentaires dont ils ont besoin quand ils sont frappés par la sécheresse ou les inondations? Qu'on le veuille ou non, le monde dépend du commerce, et la mission de l'OMC est de rendre les règles aussi justes que possible pour tous.»

Enfin, bien que l'OMC ne soit pas un organisme d'aide, elle a un rôle à jouer, notamment comme tribune et centre d'échange d'informations sur l'aide au développement liée au commerce.

Aide pour le commerce. La question de savoir si les pays en développement ont besoin d'aide ou de commerce n'est plus en débat.

Il est largement reconnu aujourd'hui que les pays en développement ont besoin des deux. Mais les Accords de l'OMC ne garantissent pas l'accroissement des flux commerciaux: ils offrent des possibilités. Certains pays sont mieux placés que d'autres pour saisir ces possibilités. Certains ont besoin d'aide: l'«Aide pour le commerce» et plusieurs autres outils visent à renforcer la capacité des pays en développement à participer plus efficacement au marché mondial.

Chargée de coordonner le programme d'Aide pour le commerce, l'OMC réunit régulièrement les donateurs, les organismes de développement, les gouvernements bénéficiaires et le secteur privé. Ce dialogue permet de mettre en relief ce qui est réalisé en matière d'aide ce qu'il reste à faire et d'encourager l'élaboration de projets plus adaptés.

Les pays donateurs et les pays bénéficiaires ont contribué à ces efforts. Les pays donateurs ont engagé en moyenne 40 milliards de dollars par an dans des programmes de développement liés au commerce, tandis que les pays bénéficiaires ont réussi à définir les domaines spécifiques dans lesquels une aide est nécessaire et à intégrer le commerce dans leurs stratégies de développement.

Une meilleure communication. L'OMC a créé des centres de référence auprès de plus de 100 ministères du commerce et organisations régionales dans les capitales des pays en développement et des pays les moins avancés, en leur fournissant des ordinateurs et un accès à Internet pour permettre aux fonctionnaires des ministères de suivre les activités de l'OMC à Genève, grâce à un accès en ligne à la vaste base de données de l'OMC, qui contient des documents officiels et autres. En outre, des efforts sont faits pour aider les pays qui n'ont pas de représentation permanente à Genève.



Les pays en développement ont besoin à la fois d'aide et de commerce

L'OMC peut...

7

... donner aux faibles
les moyens de se
faire entendre



Les petits pays seraient plus fragiles sans l'OMC. Les différences dans le pouvoir de négociation sont atténuées par les règles convenues, la prise de décision par consensus et la formation de coalitions.

Les coalitions permettent aux pays en développement de mieux faire entendre leur voix dans les négociations. Les accords négociés obligent tous les pays, y compris les plus puissants, à se conformer aux règles. La règle de droit remplace la loi du plus fort.

7 ... donner aux faibles les moyens de se faire entendre

La géopolitique de l'OMC évolue. Au cours des dernières années, les pays en développement sont devenus beaucoup plus actifs dans tous les domaines d'activité de l'OMC. Ils ont fait en sorte que le développement soit au centre des négociations du Cycle de Doha et ont présenté un nombre sans précédent de propositions concernant l'agriculture et d'autres sujets.

Ils jouent un rôle actif dans tous les conseils et comités de l'OMC. Ils ont créé de nombreuses coalitions pour accroître leur pouvoir de négociation. Certaines sont des coalitions de pays en développement; d'autres sont mixtes et s'occupent d'intérêts communs transcendant la frontière entre pays développés et pays en développement.

Jusqu'au milieu des années 1990, les pays de la «Quadrilatérale» – États-Unis, Union européenne, Japon et Canada, qui étaient alors les principaux pays commerçants – étaient les acteurs les plus puissants dans la recherche de consensus. Aujourd'hui, toute tentative pour sortir d'une impasse majeure doit faire intervenir au moins certains des grands pays émergents et des représentants des diverses coalitions, y compris les pays les moins avancés.

Un système commercial «multilatéral» n'aurait guère d'intérêt s'il n'en était pas ainsi.

Il est important de noter qu'à l'OMC les décisions sont prises par consensus.

Chaque pays doit être convaincu avant qu'un accord puisse être conclu. Le compromis est la clé: tout ce qui est proposé doit être retravaillé jusqu'à devenir acceptable pour tous ou, plus précisément, jusqu'à ce que plus personne ne s'y oppose. Le consensus signifie qu'il n'y a pas d'avis discordants.

Autre point important, les règles

convenues. Tous les pays, grands ou petits, faibles ou puissants, doivent appliquer en gros les mêmes règles. Il y a des exceptions, des délais ou des flexibilités pour les pays les plus pauvres, mais il s'agit toujours du même ensemble de règles; les flexibilités ne sont qu'un moyen de permettre aux pays pauvres de se conformer aux règles.

Les règles sont le résultat de négociations et de décisions prises par consensus;

elles sont ratifiées par les parlements des Membres. La négociation qui a abouti à la création de l'OMC, le Cycle d'Uruguay (1986-1995), n'a été possible que grâce à un compromis. Les pays développés ont accepté de réformer le commerce des textiles et des produits agricoles, deux domaines importants pour les pays en développement.



Tous les pays sont égaux devant les règles, une fois qu'elles ont été convenues. Cela s'applique aussi au système de règlement des différends, qui s'apparente à un tribunal. Depuis le début du siècle, mis à part quelques années, les pays en développement ont déposé des plaintes dans au moins la moitié des différends, et parfois beaucoup plus. Ces plaintes visent aussi bien des pays développés que des pays en développement. Sans l'OMC, ces petits pays auraient été dans l'incapacité d'agir contre leurs partenaires commerciaux plus puissants.

A stylized illustration at the bottom of the page features several hands of varying sizes and colors (dark purple, light purple, and white) reaching upwards. Interspersed among the hands are various speech bubbles and thought bubbles, some containing exclamation marks. A large purple speech bubble on the left contains the text: "L'OMC forme les fonctionnaires des pays en développement pour qu'ils puissent travailler plus efficacement dans le système.".

L'OMC forme les fonctionnaires des pays en développement pour qu'ils puissent travailler plus efficacement dans le système.

Et puis, il y a l'assistance.

Assistance technique et formation. C'est un domaine dans lequel l'OMC joue un rôle actif. Elle forme les fonctionnaires des pays en développement, pour qu'ils puissent travailler plus efficacement dans le système. Cette formation porte, entre autres, sur la manière de négocier efficacement dans le cadre des règles. Chaque année, l'OMC organise une centaine de séminaires, ateliers et autres sessions de formation pour ces fonctionnaires, qui viennent aussi à Genève pour des cours de politique commerciale plus longs.

Conseil juridique. Associé à l'OMC sans en faire partie, le Centre consultatif sur la législation de l'OMC, établi à Genève, dispense aux pays en développement, moyennant une contribution modique, une formation et des conseils juridiques sur le droit de l'OMC et une aide dans les procédures de règlement des différends.

Le Centre permet à ces pays de comprendre pleinement leurs droits et obligations au regard de l'OMC et de pouvoir, à chances égales, défendre leurs intérêts dans le règlement des différends à l'OMC (www.acwl.ch).

Établissements universitaires. Un programme de chaires créé par l'OMC aide les établissements universitaires des pays en développement à améliorer leurs connaissances sur le commerce et contribue à l'élaboration des politiques commerciales (www.wto.org/programme/chaires).

L'OMC peut...

8

... agir en faveur
de l'environnement
et de la santé



**Il est souvent reproché
au système de l'OMC
de donner la priorité
au commerce, aux
dépens des objectifs
environnementaux et
humanitaires.**

Ce n'est pas vrai.

8 ... agir en faveur de l'environnement et de la santé

Le commerce n'est qu'un moyen au service d'une fin. Il ne sera jamais aussi important que la protection de l'environnement ou l'amélioration de la qualité de la vie. Les Accords de l'OMC tentent de faire en sorte que le commerce contribue à ce que nous voulons vraiment, notamment un environnement propre et sans danger, tout en empêchant les gouvernements d'utiliser ces objectifs comme prétexte pour introduire des mesures protectionnistes.

La façon dont ça marche n'est pas toujours bien comprise. Supposons que, dans un différend à l'OMC, il est statué qu'une mesure destinée à protéger l'environnement est illégale au regard des règles de l'OMC. Cette décision sera souvent interprétée à tort comme signifiant que la mesure est illégale parce qu'elle va à l'encontre du commerce.

En fait, la décision signifie que la mesure viole les règles commerciales. En général, il s'agit de discrimination: la mesure est plus rigoureuse à l'égard des produits provenant de certains pays, ou à l'égard des produits étrangers par rapport aux produits nationaux. Si elle s'appliquait de la même façon aux produits de toutes origines, elle serait légale.

Tel est le fondement d'une décision rendue dans un différend concernant l'essence, porté devant l'OMC dans les années 1990. La même règle a été appliquée dans une affaire concernant les importations de crevettes et la protection des tortues marines, où l'Organe d'appel de l'OMC a insisté sur le fait que les Membres de l'OMC pouvaient et devaient prendre – et prenaient effectivement – des mesures

pour protéger les espèces menacées d'extinction et pour protéger l'environnement d'autres façons.

L'importance de ces préoccupations est consacrée par les règles. L'Accord de Marrakech instituant l'OMC énonce parmi ses objectifs, l'utilisation optimale des ressources mondiales, le développement durable et la protection de l'environnement.

«Les Parties au présent accord ... [reconnaissent] que leurs rapports dans le domaine commercial et économique devraient être orientés vers le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau élevé et toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement de la production et du commerce de marchandises et de services, tout en permettant l'utilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y parvenir d'une manière qui soit compatible avec leurs besoins et soucis respectifs à différents niveaux de développement économique...»



Préambule de
l'Accord de Marrakech
instituant l'OMC

Cette déclaration est étayée par diverses dispositions des règles de l'OMC. Celles-ci autorisent, par exemple, les pays à restreindre le commerce pour protéger la vie et la santé des personnes et des animaux ou préserver les végétaux et pour conserver les ressources naturelles épuisables. Elles autorisent les subventions destinées à la protection de l'environnement. Ces dispositions figurent dans des règles générales et dans certains accords sur les normes de produit, la sécurité sanitaire des aliments, la protection de la propriété intellectuelle, etc.

Les réformes effectuées au titre des règles, comme la réduction du soutien à l'industrie et à l'agriculture, permettent de limiter les déchets et les dommages causés à l'environnement et encouragent l'utilisation efficace des ressources.

Autres points de vue

La mondialisation n'est pas un choix de politique, c'est un fait. Mais nous nous trouvons tous face à un choix. Nous pouvons œuvrer pour façonner ces puissants facteurs de changement au bénéfice de nos peuples. Alors, nous pouvons nous retrancher derrière les remparts de la protection – et rester à la traîne de l'économie mondiale. Nous devons construire pour le XXI^e siècle un système commercial qui honore nos valeurs en même temps qu'il élargit nos perspectives. Nous devons faire encore plus pour nous assurer que cette nouvelle économie élève les niveaux de vie dans le monde entier et que l'âpre concurrence économique entre les nations ne devienne jamais une empoignade à propos de la protection de l'environnement, la protection des consommateurs et les normes du travail. Il faut niveler par le haut, et non par le bas. Sinon, il nous sera impossible de rallier l'opinion publique au soutien dont l'économie mondiale elle a besoin. Les ouvriers n'accepteront les risques inhérents à un marché international libre que s'ils sont convaincus de tirer un bénéfice du système.

— Bill Clinton, 50^{ème} anniversaire du système commercial multilatéral, Genève

L'OMC, comme toutes les autres institutions, présente des insuffisances. Mais elle ne peut pas répondre elle-même aux principales objections qui lui sont adressées. Sa mission est d'établir les règles fondamentales du commerce international; elle n'est pas chargée de poursuivre d'autres objectifs sociaux. Le problème n'est donc pas vraiment l'OMC mais l'absence d'institutions aussi puissantes et efficaces consacrées à ces autres objectifs sociaux. En effet, le problème le plus fondamental de l'ordre mondial actuel est que la production de biens privés a pris le pas sur le développement social – c'est à dire la fourniture de biens publics.

Non seulement l'OMC n'est pas conçue pour s'occuper de la protection de l'environnement, de la sécurité sanitaire des aliments, des droits de l'homme et des droits du travail, mais son mode de fonctionnement ne se prête pas à la fourniture de biens publics. Sa force réside dans son mécanisme d'application des règles, que les États sont disposés à accepter parce qu'ils veulent bénéficier des avantages du commerce. Mais ils ne l'accepteront pas dans d'autres domaines.

— George Soros, «Fixing, not Sinking, the WTO», Project Syndicate, www.project-syndicate.org/commentary/fixing--not-sinking--the-wto

Pendant les 50 années d'existence du GATT [Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce], nous avons sûrement appris assez – malgré l'exclusion de facto de nombreux pays en développement – pour améliorer considérablement la gestion du système commercial mondial, dans l'intérêt mutuel de toutes les nations et de tous les peuples. Nous sommes fermement convaincus que l'existence du GATT, et aujourd'hui de l'Organisation mondiale du commerce, en tant que système fondé sur des règles, constitue les bases sur lesquelles nos délibérations peuvent s'appuyer pour améliorer encore le système. Toutefois, pour réaliser les aspirations de tous, il faudra faire œuvre sage. L'OMC a précisément été créée pour répondre à la nécessité d'établir pour le commerce mondial et l'investissement un cadre plus efficace – en matière de réglementation, de supervision et d'exécution – que celui que le GATT pouvait offrir. Mais nous voyons aujourd'hui que le succès du système convenu à Marrakech en 1994 dépendra de la sagesse avec laquelle ce système sera appliqué et développé.

— Nelson Mandela, 50^{ème} anniversaire du système commercial multilatéral, Genève

Il en va de même pour la santé. Dans ce domaine, l'attention s'est concentrée sur les brevets pharmaceutiques. Dans l'Accord sur la propriété intellectuelle («ADPIC»), il est essentiellement question d'équilibre. En matière de santé publique, il protège les droits des inventeurs pendant une période limitée afin d'encourager la recherche sur de nouveaux traitements plus efficaces, mais il laisse aussi aux gouvernements une marge de manœuvre pour rendre ces traitements abordables. La mise au point de nouveaux médicaments et la flexibilité ménagée aux gouvernements contribuent à l'amélioration de la santé.

Les avis divergent sur la question de savoir si cet équilibre est juste. Le consensus actuel – y compris une modification des règles en 2003 – est le résultat de compromis de toutes parts. Dans le même temps, l'OMC, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Organisation mondiale de la santé collaborent pour trouver comment mieux coordonner les politiques en matière de brevets et les autres politiques dans l'intérêt de la santé publique.

Il s'agit aussi de savoir si les produits mis sur le marché sont sans risque. Un accord sur la sécurité sanitaire des aliments, la santé animale et la préservation des végétaux (mesures sanitaires et phytosanitaires) traite des mesures prises par les pouvoirs publics concernant les contaminants

Produits pharmaceutiques

L'accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle protège les droits des inventeurs et laisse aux gouvernements une marge de manœuvre pour rendre les traitements abordables.



dans les produits alimentaires et la propagation des maladies, et la manière d'empêcher qu'elles servent de prétexte au protectionnisme. Un autre accord sur les obstacles techniques au commerce porte sur des questions comme l'étiquetage des produits alimentaires et les normes de sécurité des produits.

Plus généralement, des questions complexes comme la sécurité alimentaire, relevant de l'Accord sur l'agriculture, sont également importantes pour la santé. Enfin, des décisions rendues dans le cadre du règlement des différends ont confirmé que les Accords de l'OMC donnent la priorité à la santé et à la sécurité plus qu'au commerce, comme celle qui a reconnu le bien-fondé d'une interdiction des produits à base d'amiante.

Étiquetage des produits

Un accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce traite de questions telles que l'étiquetage des produits alimentaires.



L'OMC peut...



9

*... contribuer
à la paix et
à la stabilité*



C'est un avantage du système commercial de l'OMC dont on ne parle pas suffisamment.

Le commerce aide à soutenir la croissance.

Les règles commerciales stabilisent l'économie mondiale en empêchant les gouvernements régresser et en rendant les politiques plus prévisibles. Elles découragent le protectionnisme et consolident un climat de certitude. Elles renforcent la confiance.

9 ...contribuer à la paix et à la stabilité

Lorsque l'économie mondiale est dans la tourmente, le système commercial multilatéral peut contribuer à la stabilité. Certains diraient qu'il peut même contribuer à la paix internationale. L'histoire regorge d'exemples de différends commerciaux qui dégénèrent en conflits armés.

Sans tomber dans l'exagération, cette affirmation recèle une part de vérité. Si nous comprenons pourquoi, nous aurons une idée plus claire de la manière dont le système opère.

Pourquoi le système a-t-il été créé?

Essentiellement pour deux raisons. D'abord, la volonté générale d'éviter la répétition des tensions commerciales destructrices ayant précédé la Seconde Guerre mondiale. Puis, le pragmatisme des pays désireux de faciliter l'activité commerciale de leurs producteurs.

Cela a abouti à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) établi en 1948, juste après la guerre. Son succès a conduit à de nouvelles réformes, et ainsi l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a vu le jour en 1995. Les pays, toujours plus nombreux, se sont mis d'accord sur des règles commerciales qui sont maintenant des règles quasiment mondiales. Ils se sont aussi engagés à respecter les limites juridiquement contraignantes concernant les obstacles au commerce et les subventions qu'ils ont eux-mêmes négociées.

Le respect de ces limites sert l'intérêt des pays eux-mêmes qui souhaitent voir leurs partenaires commerciaux se conformer aussi aux règles et respecter leurs engagements – et au cas où la pression des intérêts nationaux serait trop grande, les renseignements recueillis au sujet des obstacles au commerce sont partagés au niveau mondial grâce à un suivi régulier. Globalement, la pression des pairs fonctionne.

Deux des principes les plus fondamentaux du système commercial sont ici à l'œuvre: favoriser la fluidité des échanges et offrir aux pays un moyen constructif et équitable de régler leurs différends commerciaux.

Avant: l'effet boomerang du protectionnisme.

Au début des années 1930, on a assisté à une guerre commerciale dévastatrice. Durant la Grande Dépression, la crainte que les importations ne détruisent encore plus d'emplois a amené les gouvernements à renforcer les obstacles au commerce, ce qui a déclenché un cercle vicieux de mesures de rétorsion. Cela n'a fait qu'aggraver le chômage. L'économie mondiale est entrée dans une spirale de récession, qui a finalement contribué au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Le protectionnisme peut facilement nous plonger dans une situation où tout le monde est perdant.

Après: modération et confiance. Après la guerre, dans le cadre du système du GATT/de l'OMC, le commerce a fortement augmenté. Et surtout, il est devenu beaucoup plus stable, même pendant les crises économiques. Les règles convenues et la confiance sont des facteurs clés.

La confiance permet d'éviter les guerres commerciales sans vainqueurs comme ce fut le cas dans les années 1930. Quand les gouvernements pensent que les autres maintiendront leurs barrières commerciales dans des limites convenues, ils en font autant. Ils sont aussi beaucoup plus disposés à coopérer entre eux.

Le système commercial de l'OMC joue un rôle crucial dans l'instauration et le renforcement d'un climat de confiance. Les négociations qui débouchent sur un accord par consensus et la priorité donnée au respect des règles sont particulièrement importantes.

Avant ...

Le protectionnisme a réduit le commerce mondial de deux-tiers entre 1929 et 1933.

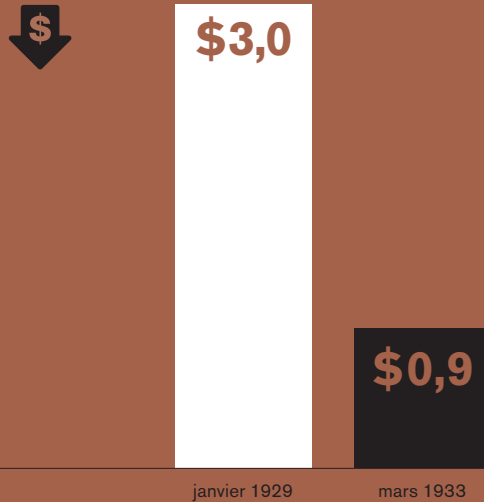
Sans un système commercial multilatéral et des règles convenues, les pays ne se faisaient pas confiance pour maintenir leurs marchés ouverts. Et ils ne pouvaient pas résister aux pressions des intérêts nationaux étroits. Pendant la Grande Dépression, la course au renforcement des obstacles au commerce et à la protection de la production et de l'emploi nationaux a provoqué un effondrement du commerce, qui est passé d'environ 3 milliards de dollars par mois en janvier 1929 à moins de 1 milliard de dollars en mars 1933. Les deux tiers du commerce mondial ont ainsi été effacés, ce qui a eu un effet dévastateur sur les emplois et les industries que l'on était censé protéger.

... et après

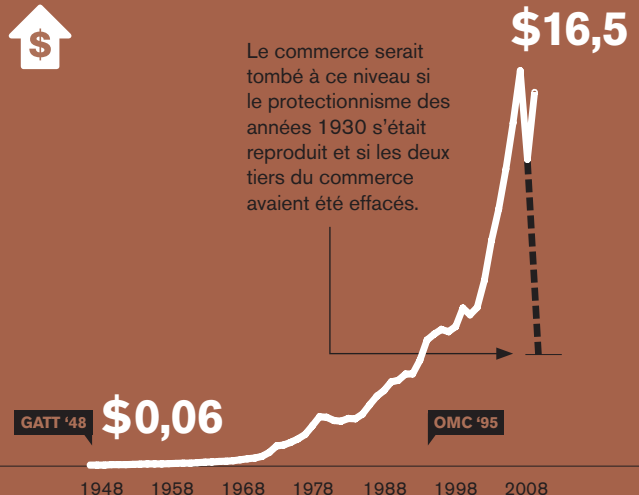
L'histoire ne s'est pas répétée.

Même après la crise financière de 2007, le commerce a repris rapidement. Il y a bien eu quelques pressions protectionnistes de la part de ceux qui espéraient protéger ainsi les emplois. Mais, dans l'ensemble, les gouvernements ont résisté. Ils étaient liés par leurs obligations à l'OMC et, comme ils savaient que les autres étaient liés de la même façon, ils étaient sûrs que le système resterait stable. Si les deux tiers du commerce mondial avaient été effacés, la situation aurait été très différente, et les dommages auraient été immenses.

Valeur mensuelle du commerce mondial, 1929-1933
Milliards de dollars



Valeur du commerce mondial, 1948-2010
Milliers de milliards de dollars, prix courants



L'OMC peut ...

10 ... être efficace
sans faire la une
des journaux



La presse parle beaucoup des négociations et des différends, mais l'essentiel du travail de l'OMC se déroule loin des feux de l'actualité, pour assurer le déroulement harmonieux du commerce, dans l'intérêt de l'économie mondiale et dans notre intérêt à tous.

10 ...être efficace sans faire la une des journaux

Les négociations sont terminées. Le Président a déclaré l'accord conclu. Les ministres l'ont signé. Les parlements l'ont ratifié. Cela a pris des années, et la plupart des médias sont partis.

Mais, pour l'OMC et les gouvernements Membres, les choses ne font que commencer.

L'Accord consiste en un ensemble de «règles», dont le but est de nous procurer des aliments sains, un large choix de vêtements, des services téléphoniques pour appeler nos parents et amis, et des médicaments efficaces à des prix abordables. Les règles de l'OMC peuvent même nous aider à profiter de nos voyages ou de nos loisirs à la maison.

Les Accords de l'OMC ne peuvent faire tout cela que s'ils sont appliqués de manière effective – ils doivent être mis en œuvre et faire l'objet d'une surveillance. Cela suppose des années de travail peu visible, mais crucial.

Les gouvernements sont convenus de mettre en pratique, entre autres:

- une réduction des obstacles au commerce
- un allègement des formalités douanières et commerciales
- la justification rationnelle, et sans arbitraire, des restrictions à l'importation pour la protection de la santé, de la sécurité et de l'environnement
- des disciplines concernant les mesures à prendre en cas de forte augmentation des importations ou d'effondrement des prix des produits importés

- une limitation des subventions agricoles dommageables
- l'accès aux marchés de services
- la protection de la propriété intellectuelle.

Ils veulent aussi savoir que les autres pays tiennent également leurs promesses – c'est un droit qui s'ajoute à leur propre obligation de respecter les règles. Et souvent, ils veulent voir comment les autres pays appliquent les règles, car ils peuvent apprendre les uns des autres.

Une grande partie de ce travail est technique et détaillé. Les pays échangent des renseignements entre eux et avec le public sur tout ce qui relève de l'OMC, depuis les enquêtes «antidumping» jusqu'à l'étiquetage des ingrédients des produits alimentaires, en passant par la législation sur le droit d'auteur et les mesures de lutte contre la grippe aviaire.

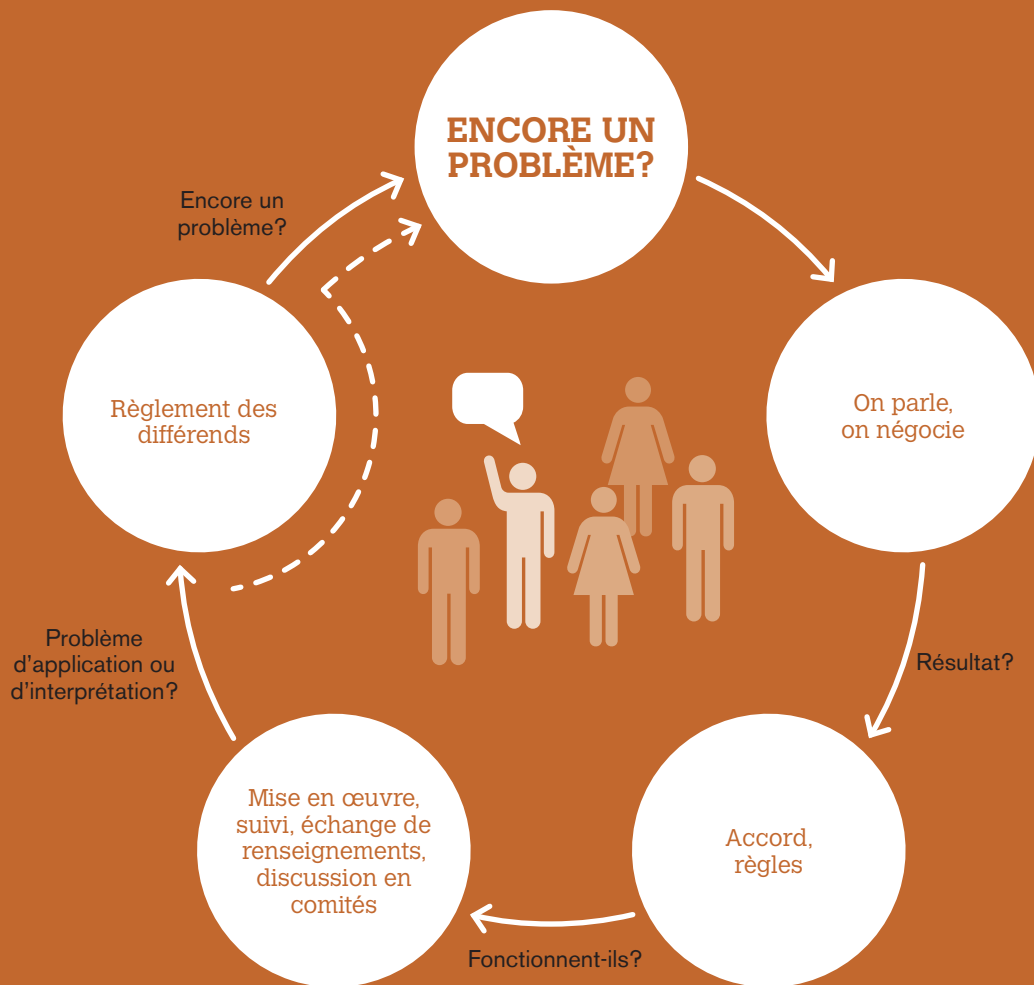
Les pays ont en outre la possibilité de donner leur avis sur les mesures prises par les autres et, parfois, d'influencer le résultat final.

Pendant les 16 premières années d'existence de l'OMC, les gouvernements ont présenté plus de 10 000 «notifications» rien que sur leurs réglementations en matière de sécurité sanitaire des aliments, de santé animale et de préservation des végétaux – notifications très détaillées, très techniques, mais très importantes pour les spécialistes et essentielles pour le commerce et la santé.

Cela ne fait pas la une des journaux – quand tout se passe bien, peu de gens s'en aperçoivent. C'est quand il y a un problème que les médias s'y intéressent. Donc, quand l'OMC ne fait pas la une, c'est probablement que tout va bien, du moins pour le commerce au jour le jour.

C'est cela, en un mot, le travail ordinaire de l'OMC. Sans lui, les négociations n'auraient aucun sens.

Le processus de l'OMC





OMC: FICHE SIGNALÉTIQUE

Siège: Genève (Suisse)

Créée le: 1^{er} janvier 1995

Par: Les négociations du Cycle d'Uruguay
dans le cadre du GATT (1986–1994)

Composition: 159 pays* 2 mars 2013

Budget: 197 millions de francs suisses en 2013

Effectif du Secrétariat: 634 personnes (fin 2013)
77 nationalités
53 % de femmes, 47 % d'hommes

Directeur général: Roberto Azevêdo

Fonctions:

- Administration des accords commerciaux de l'OMC
- Cadre pour les négociations commerciales
- Règlement des différends commerciaux
- Suivi des politiques commerciales nationales
- Assistance technique et formation à l'intention des pays en développement
- Coopération avec les autres organisations internationales

* Dans cette brochure, le mot «pays» est utilisé pour désigner les Membres de l'OMC. Toutefois, quelques Membres sont officiellement des «territoires douaniers» et pas nécessairement des pays au sens habituel du terme.

© Organisation mondiale du commerce

ISBN: 978-92-870-3832-6

Rédigé par la Division de l'information
et des relations extérieures de l'OMC
Conçu par BergHind Joseph
Imprimé par Atar Roto Presse SA

Organisation mondiale du commerce
154 rue de Lausanne
CH-1211 Genève 21
Suisse

Tél: +41 (0)22 739 5111
Fax: +41 (0)22 739 4206
Email: enquiries@wto.org

Publications de l'OMC
Email: publications@wto.org
Librairie en ligne de l'OMC:
<http://onlinebookshop.wto.org>



Suivez l'OMC:



